



Résistances

ATTAC Biterrois

enkidou@club-internet.fr

Réunions les 1^{er} et 3^{ième} lundis du mois à Béziers.

18h30, 2 rue Voltaire à Béziers.

Renseignements

Alain 04 67 39 19 08

ATTAC Jaur Sommail

Lacigale-stpons@wanadoo.fr

Réunions le 2^{ième} mercredi de chaque mois au tabac La Cigale (Route de Castres à Saint Pons) à midi et demi.

Renseignements

Pierre 04 67 97 17 88

Permanence mercredi sur le marché de Saint Pons

ATTAC Bédarieux

Réunions les 1^{er} et 3^{ième} mardis de chaque mois.

Renseignements

Denis 04 67 95 14 99

Il faut une écologie politique!

Les altermondialistes partagent avec les écologistes pas mal de conceptions. Dans les analyses et les luttes nous sommes les uns et les autres porteurs de visions semblables du rapport entre Global et Local, du fait que nous vivons dans un espace fini...

Nous nous sommes côtoyé sur plusieurs terrains (OGM, eau, déchets, énergie, transports, *brevetabilité* du vivant, souveraineté alimentaire, santé, démocratie, etc.), avons pu ensemble faire de l'éducation populaire et nous avons partagé de nombreuses analyses, et conduit *côte à côte* quelques luttes.

Et si Attac ne participe pas à des « Grenelles de l'environnement », certains de ses membres fondateurs y *sont présents* ; des mouvements écologistes *faisant partie des grenelles* participent aussi avec nous aux grenelles alternatifs, aux contre grenelles... Nous sommes aussi de ceux qui *œuvrent* pour que les questions écologiques soient présentes dans les *forums sociaux*.

Pour autant nous savons qu'il *ne* suffit pas d'habiller de vert des politiques pour qu'elles deviennent acceptables!

Attac agit dans le champ social, et si notre action n'est pas partisane elle est cependant résolument politique!

Il est des questions à propos desquelles des contradictions entre social et écologie peuvent apparaître. La recherche de convergences, la volonté d'arriver à une unité dans l'action ne doivent pas nous conduire à minimiser ces contradictions.

Par exemple à Attac, nous sommes depuis toujours partisans de Taxes Globales, nous avons *applaudi* aux taxes sur les transports aériens mais nous avons grandement critiqué le marché des droits à *polluer* ; nous nous méfions comme de la peste de la proposition d'instaurer pour les entreprises une « taxe carbone » qui permettrait de justifier, afin de ne pas accroître les « charges », de « devoir » diminuer les cotisations sociales et le financement de la solidarité sociale.

Nous nous méfions aussi de ceux qui sous prétexte de décroissance s'accommoderaient de l'injustice sociale et de l'inégale répartition des richesses.

Nous ne partageons pas l'égoïsme de ceux qui pour « protéger » leur environnement ou un espace naturel acceptent que « ailleurs » on laisse les choses se dégrader. Nous n'acceptons pas que l'accès au sain, au bio soit fonction du pouvoir d'achat et nous savons que la « grande distribution » et l'agro business peuvent s'accommoder du bio sans que cela modifie quoi que ce soit aux conditions d'exploitation des *producteurs*.

Le mouvement social autrefois se préoccupait essentiellement de la répartition des richesses, le comment produire n'était examiné qu'en fonction de l'examen des conditions d'exploitation, la question du *que* produire n'était abordée qu'en de rares occasions (on réclamait moins de dépenses militaires, plus de logement social...).

L'écologie ignore parfois la question de la *répartition des richesses*.

Le mouvement altermondialiste, enraciné dans le social, se doit de prendre en compte les dimensions écologiques des problèmes, et d'aborder de front ces trois questions éminemment politiques:

Que produire? Comment produire? Comment répartir?

Mais il n'en reste pas moins qu'un mouvement écologiste qui parce que prétendument apolitique voudrait se situer hors du social, serait intrinsèquement asocial. Nous savons parfaitement quels intérêts de classe il défendrait alors, et nous le combattrions.



Résistances est un art collectif.

Supplément à Ligne d'ATTAC.

Envoyez vos articles pour le prochain journal à

serge.rec@free.fr ou A Fauré, 19 chemin du Mas Bouran, 34290 Servian

Imprimé par nos soins sur papier recyclé.

Morale et politique

Dimanche soir, 14 octobre, interrogé à la radio alors qu'il participait au meeting au Zénith, François Hollande a déclaré que l'amendement Mariani (introduisant les tests ADN dans la procédure de regroupement familial) était contraire à la morale.

Il n'a rien dit sur le reste du projet de loi qui est tout aussi désastreux pour les familles étrangères.

Et surtout il n'a rien dit- comme tout le PS d'ailleurs- sur le fait que cette nouvelle loi sur l'immigration (alors que tous les décrets d'application de la précédente de 2006 ne sont toujours pas publiés) a pour fonction politique d'amuser la galerie, de stigmatiser les étrangers en les rendant responsables de ce qui ne va pas en France et de montrer que le gouvernement agit.

Et pendant ce temps le gouvernement met en place la plus grande offensive depuis des décennies contre les conquêtes sociales qui structurent la société française.

Et c'est effectivement plus facile pour le gouvernement de s'attaquer aux étrangers et d'atteindre les quotas de reconduite aux frontières, que de faire croître la croissance. (pardonnez le pléonasme)

Le gouvernement de Sarkozy se moque de la morale de Monsieur Hollande. Il fait de la politique... sa politique, qui est celle des oligarques financiers.

Pour faire accepter la destruction des conquêtes sociales, la précarisation généralisée, l'augmentation des inégalités qui découlent de l'accaparement des richesses par une infime minorité, il est utile d'avoir des boucs émissaires. Et Monsieur Hollande qui n'a aucune intention de remettre en cause l'ordre social et qui n'a rien à dire là-dessus, intervient sur la manière dont on sacrifie le bouc, qui ne serait pas morale...

Et le « bon peuple » qui se fout des états d'âmes de Monsieur Hollande et de la gauche en général se dit que l'on peut toujours sacrifier le bouc si cela doit alléger ses propres difficultés. Le peuple attend des dirigeants politiques des réponses aux difficultés matérielles qu'il rencontre et pas des leçons de morale.

Les libéraux martèlent qu'il faut déréguler, déréglementer, libéraliser, Pourquoi pas...se disent-ils, d'autant plus que les socialistes au pouvoir ont fait et font la même politique...

La gauche social- libérale est dans l'incapacité d'opposer une autre politique, d'autres solutions à celles de la droite.

Comment réduire les inégalités sociales? Comment mieux répartir les richesses et contrôler la production dans l'intérêt des populations et de la planète lorsque on est le parti du FMI et de l'OMC?

Décidément, quand on n'a pas de politique à proposer au peuple, il ne reste plus

qu'à lui faire la morale...mais le peuple...il n'aime pas ça!

François MUSELET



OGM : réunion publique à Murviel le 16 septembre

Début juillet nous avons appris que 3 cantons de Béziers étaient concernés par les cultures de maïs Monsanto 810. Après de difficiles recherches nous avons identifié une parcelle située près de l'Orb. Suite à différentes péripéties (intervention des Faucheurs Volontaires avec à leur tête José Bové et quelques jours plus tard piétinement d'une partie de la parcelle, la nuit, par on ne sait qui) nous avons pris la décision avec le Comité Unitaire Antilibéral du Biterrois d'organiser une réunion publique à Murviel pour discuter des OGM.

Une soixantaine de personnes, dont quelques élus, ont participé à cette réunion ainsi que plusieurs intervenants : Georges Apap (CUALB), Alain Fauré (ATTAC), François Catzeflis (GREENPEACE), Bob Brac de la Perrière (association BREDE).

Au cours de cette réunion plusieurs points ont été abordés :

- le gouvernement n'a pas transcrit intégralement la directive européenne 2001-18 qui impose la transparence totale sur les cultures OGM. Il a cédé à différents lobbies : multinationales, FNSEA ...
- malgré le vœu de la Région Languedoc Roussillon (délibération du 28 juillet 2004) d'interdire toute culture d'OGM en plein champ, les élus locaux n'ont pas su ou pu interdire de telles cultures sur leur territoire afin de protéger la santé des citoyens, la biodiversité et les productions existantes bio

ou labellisées. Aucun n'a expliqué pourquoi les riverains n'ont pas été prévenus ?

Le représentant de Greenpeace a donné la position de son association :

1. demande d'un moratoire (arrêt des cultures OGM en plein champ suivi d'un colloque d'experts et de non experts pour aboutir à une loi)
2. opposition à la brevetabilité du vivant
3. opposition à la contamination du vivant
4. favorable à ce que chacun ait droit à une alimentation saine

Bob Brac, généticien des plantes nous apprend que la première difficulté des OGM est une instabilité de l'insecticide qui n'est pas forcément efficace (variabilité de 1 à 100). On a pu constater également une résistance accrue des insectes.

La deuxième difficulté est le brevet. Toute plante transgénique a un brevet et donc est de droit privé. L'agriculteur achète ses semences mais ne peut faire des semences avec les semences OGM brevetées. Très vite il s'endette. Des agriculteurs américains sont en procès avec leurs fournisseurs. La plantation de soja OGM a détruit des forêts entières en Amérique du Sud.

Dans le débat beaucoup de questions concernant la santé, les labels (toute la chaîne alimentaire est touchée), la biodiversité, les semences et la disparition des abeilles .

Que faire pour lutter contre cette pollution ?

1. Tout consommateur a une arme pacifique. Il s'agit du guide avec la liste des principales marques de consommation courante qui se sont ou non déclarées sans OGM. (Ce guide, régulièrement mis à jour, est publié par Greenpeace et peut être téléchargé sur le site de l'association).
2. interpeller les élus des communes touchées par les champs OGM.
3. faire plier les multinationales en écrivant à Bruxelles, passer par des collectifs pour faire pression.
4. l'association « Alerte OGM » recueille des témoignages dans le but d'un procès éventuel.

Cette réunion a permis au public de débattre du problème. La mission d'Attac, association d'éducation populaire, me semble atteinte.

Serge RECOULES

Borloo considère les O.G.M comme dangereux



Limites de la démocratie dans le libéralisme

La revue, « *Manière de voir* » a eu la bonne idée de reprendre **un rapport de la Commission trilatérale*** (voir note en fin d'article) de 1975 où ces « décideurs occidentaux » s'inquiétaient : « **Et si l'extension de la démocratie venait à menacer le libéralisme ?** »....

Pourquoi ? « **Au cours des années récentes, le fonctionnement de la démocratie semble incontestablement avoir provoqué un effondrement des moyens traditionnels de contrôle social, une délégitimation de l'autorité politique, une surcharge d'exigences adressées aux gouvernements** » (p 8 du rapport)

A cette époque, de nouveaux groupes sociaux faisaient irruption dans l'arène politique américaine : les Noirs, les jeunes (guerre du VietNam), des intellectuels et des « cols blancs » moins faciles à gruger. Jusqu'alors, l'action politique était pratiquement monopolisée par une seule classe sociale.

Les groupes relégués au second plan se sont réveillés, ce qui devrait être un plus pour la démocratie, est mal vécu par la « Trilatérale » :

« **Le fonctionnement effectif du système politique démocratique requiert habituellement une certaine mesure d'apathie et de non-participation de la part de quelques individus et groupes. Chaque société démocratique a eu une population marginale, numériquement, plus ou moins importante, qui n'a pas participé à la vie politique. C'est un des facteurs qui a permis à la démocratie de fonctionner effectivement.** » (p 114 du rapport)

La démocratie, estiment les auteurs, devient difficile à gouverner – voire « ingouvernable » - lorsque chaque groupe social entend se montrer aussi actif que la bourgeoisie ;

La « vulnérabilité » des gouvernements démocratiques provient pour la Trilatérale, « **de la dynamique interne de la démocratie elle-même**

dans une société hautement scolarisée, mobilisée et participante. Nous en sommes arrivés à reconnaître qu'il y des limites potentiellement désirables à l'extension indéfinie de la démocratie politique » (p 115 du rapport)

C'est clair : vive la démocratie mais pas pour tout le monde...

A la page 75, on s'inquiète « **des rudes attaques de l'autorité fondée sur la hiérarchie, la compétence et la fortune** ». La désobéissance civile se développait alors (cas des manifestations contre la guerre du Viet-Nam) : « **impliquant que la valeur morale de l'obéissance aux lois dépend du contenu de la loi et non pas de la régularité de la procédure qui a permis de la voter** »

Pourtant, dans les textes fondateurs des démocraties (déclaration d'indépendance américaine de 1776, déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789), on retrouve le devoir de se rebeller contre une loi injuste.

Dans ce rapport de 1975, on s'inquiète de ces groupes « **qui affirment leur dégoût de la corruption, du matérialisme et de l'inefficacité de la démocratie, en même temps que la soumission des gouvernements démocratiques au capitalisme de monopole** » (p 6 et 7)

Le rapport s'en prend aussi aux journalistes « **qui tendent à s'organiser eux-mêmes pour résister à la pression des intérêts financiers et gouvernementaux** » (p 35) Plus loin : « **les journalistes ont tendu à provoquer des attitudes défavorables à l'égard des institutions et un déclin de la confiance accordée aux gouvernements** » (p 99) On venait d'avoir l'affaire du « Watergate »...

Depuis, on comprend mieux l'intérêt que les grands financiers ont porté à l'acquisition des médias (Murdoch, Lagardère, Rothschild, etc...)

La conclusion de ce rapport est révélatrice : dans les années 1920, on disait « que le seul remède aux maux dont souffre une démocratie est d'assurer davantage de démocratie ». Le rapport suggère le contraire : « **appliquer ce remède à l'heure actuelle pourrait revenir à jeter de l'huile sur le feu. Au contraire, certains problèmes surgissent aujourd'hui d'un excès de démocratie** » (p 113)

Et Claude Julien de conclure : « **en Europe comme aux Etats-Unis, nombreux sont les gens qui s'inquiètent des prétendus « excès » de démocratie. Pour eux, l'autorité doit toujours l'emporter sur la liberté, l'ordre sur la justice** ».

Cela a toujours été la ligne de démarcation entre conservateurs et progressistes.

Mais que penser d'une démocratie sous surveillance des puissants, capables de rectifier ou d'infléchir les règles du jeu démocratique ?

*La Commission Trilatérale (parfois abrégée en Trilatérale) est une organisation privée qui fut créée en 1973 à l'initiative des principaux dirigeants du groupe Bilderberg**.

David Rockefeller en est le co-fondateur.

Regroupant 300 à 400 personnalités parmi les plus distinguées et influentes – hommes d'affaires, politiciens (tel Brzezinski***) et décideurs intellectuels – de l'Europe occidentale, de l'Amérique du Nord et de l'Asie Pacifique (États dont la plupart sont également membres de l'OCDE).

A l'instar du groupe Bilderberg, il s'agit d'un groupe partisan de l'idéologie mondialiste, auquel certains attribuent l'orchestration de la mondialisation économique.

Ce groupe comprend les présidents de Coca-Cola, Bendix, Bank of America, Exxon, Caterpillar, Chase Manhattan Bank, EDF, Banque de Paris et des Pays-Bas, Dunlop, Royal Dutch, Mitsubishi, Banque de Tokyo, Sumitomo, Sony, Toyota, Barclays Bank, etc...

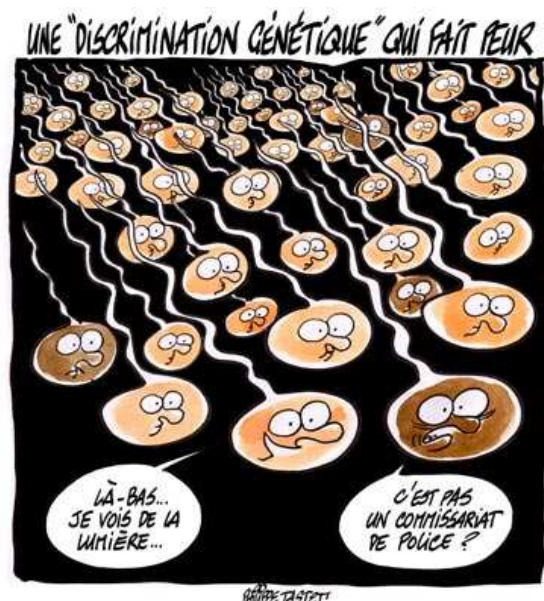
Des français comme Raymond BARRE, François BAYROU, Patrick DEVEDJIAN, Laurent FABIUS, Pierre LELLOUCHE ont – ou en ont - fait partie.

**Groupe Bilderberg : le plus puissant des réseaux d'influence. Il rassemble des personnalités de tous les pays, leaders de la politique, de l'économie, de la finance, des médias, des responsables de l'armée ou des services secrets, ainsi que quelques scientifiques)

On lui reproche des possibilités de décisions antidémocratiques qui pourraient être prise par un groupe aussi puissant. Il demeure toujours aujourd'hui l'un des dossiers du conspirationnisme.

***Brzezinski (politologue américain) pense que l'amélioration du monde et sa stabilité dépendent du maintien de l'hégémonie américaine. Toute puissance concurrente est dès lors considérée comme une menace pour la stabilité mondiale.

Jean-François GAUDONEIX



SNCF/ le train.... de la libéralisation arrive

Suppression de milliers d'emplois dans le fret après la suppression de centaines de gares, la suite est logique, si la politique suivie ne l'est guère, ou du moins dans la continuation d'un passé, et aucunement dans la préparation de l'avenir.

Les politiques censées combattre le réchauffement climatique, le faux nez de l'épuisement énergétique, disent le contraire, qu'importe. Il faut développer les transports en commun ? Continuons le tout routier ! La sacro-sainte "gestion" est l'excuse !

Pourtant le transport routier n'est guère rentable, pas plus que le transport aérien, et très peu le transport maritime...

Il apparaît clairement que pour les promoteurs de la « libéralisation » du rail français, son **péché impardonnable n'est pas tant la qualité insuffisante ou le coût trop élevé du service, que le fait qu'il soit rendu par un monopole public, avec du personnel doté d'un statut conquis de haute lutte** et qui n'entend pas se soumettre sans réagir au dumping social programmé par les Ayatollah du Marché, sous le prétexte fallacieux de « revitaliser », selon la formule consacrée, le mode ferroviaire...

Il est important, avant qu'il ne soit trop tard pour réagir, que les citoyens français ne tombent pas dans le piège qui consiste à accepter le sacrifice de l'outil public de chemin de fer sur l'autel de l'intégration européenne, au motif que le « marché » saura corriger ses dysfonctionnements. Cette « correction » n'a été constatée nulle part, bien au contraire. C'est sans doute pourquoi la Commission européenne s'est toujours dérobée à toute évaluation démocratique des effets réels des politiques néolibérales des transports qu'elle promet dans l'Union européenne depuis une quinzaine d'années et que tous les gouvernements, de Droite comme « de Gauche », ont entériné avec empressement.



Instauration des franchises médicales : la financiarisation de la santé se poursuit

Ces franchises médicales s'inscrivent dans la logique déjà à l'œuvre partout dans le monde : elles visent à diminuer de façon toujours plus importante la part socialisée des dépenses de santé prises en charge par la collectivité.

Au nom de la réduction des dépenses de santé, c'est en fait une augmentation des dépenses de santé privées qui s'opère dans le cadre du marché de la santé. La financiarisation et la privatisation de la santé s'accroissent, au nom de la « responsabilisation » et de la prise en charge individuelle des risques.

Ce projet prolonge les régressions concernant la prise en charge des malades ayant eu lieu ces dernières années :

- déremboursements de centaines de médicaments à service médical rendu (SMR) dit insuffisant, mais toujours prescrits ;
- franchises et forfaits qui se sont multipliés, que ce soit le forfait hospitalier fixé à 16 euros, la franchise dite de l'euro sur les consultations ou celle de 18 euros sur les actes médicaux lourds.
- À cela se rajoutent les dépassements d'honoraires de plus en plus fréquents.

Le projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS) marque, avec l'instauration de franchises médicales, un pas supplémentaire dans la remise en cause du principe de solidarité inscrit pourtant au cœur de la sécurité sociale. Ces franchises - 50 centimes par boîte de médicament et par acte paramédical, de 2 euros par transport sanitaire -, se rajouteront ainsi au forfait hospitalier fixé à 16 euros, au forfait d'un euro sur tous les actes médicaux, à la participation forfaitaire de 18 euros sur les actes médicaux supérieurs à 91 euros, au ticket modérateur déjà existant et au déremboursement de médicaments dont nombreux étaient efficaces.

Une régression sociale

C'est une véritable régression sociale : "Dans son principe même, une franchise d'un montant identique pour tous pèsera différemment selon les revenus. C'est la fin d'un système d'assurance maladie solidaire dans lequel chacun cotise selon son revenu et qui protège, équitablement, les individus en bonne santé et les malades. On quitte la logique de la solidarité pour celle de l'assurance privée".

Quand la santé est privée, il ne s'agit pas de dépenser moins, mais de dépenser plus

Une enquête a été réalisée par un institut indépendant, le Commonwealth Fund, portant sur six pays, Australie, Canada, Allemagne, Nouvelle-Zélande, Angleterre, États-Unis. Elle met une nouvelle fois en évidence que les États-Unis sont le pays dont les dépenses de santé sont le plus élevées – 6102 dollars par habitant, soit deux fois plus que les cinq autres –, mais se classe à la dernière place pour l'état sanitaire de la population, l'accès aux soins, l'efficacité du système et l'équité. L'absence de couverture-santé universelle aux États-Unis explique notamment les difficultés d'accès aux soins : plus de la moitié des américains disent avoir renoncé à des traitements, des examens ou mêmes des visites pour des raisons financières, contre 13 % des anglais, alors que le système sanitaire de l'Angleterre est pourtant en très mauvais état.



La mise en place de la franchise prétend s'appuyer sur l'exemple de l'Allemagne, où existe une « franchise ».

Or l'instauration d'une franchise n'a pas empêché l'Allemagne d'être un pays plus dépensier que la France en matière de santé. Si l'objectif est de maîtriser les dépenses, s'appuyer sur cet exemple est une idée curieuse. De plus, en Allemagne, l'accès au médecin généraliste est gratuit (tiers payant intégral) et la franchise ne s'applique en aucun cas à ce niveau, contrairement au projet français. Les Allemands ont la capacité de plafonner l'impact de la franchise en fonction du revenu des plus modestes. En France, le système informatique des caisses d'assurance-maladie est dans l'incapacité totale de réaliser ce type de plafonnement. La « référence » à l'Allemagne est donc grandement fantasmagique.

Vous pouvez dorénavant vous connecter à notre site: <http://attacbeziers.free.fr>

Traité modificatif : Les Attac d'Europe disent « non »

Dans la nuit du 18 au 19 octobre, les 27 chefs d'État ou de gouvernement de l'Union européenne sont tombés d'accord sur le projet de traité modificatif, qui sera signé solennellement le 13 décembre à Lisbonne.

Les Attac d'Europe viennent d'adopter une déclaration commune sur ce nouveau traité européen, d'ores et déjà signée par Attac Allemagne, Attac Autriche, Attac Espagne, Attac France, Attac Hongrie, Attac Italie, Attac Pays-Bas, Attac Pologne, Attac Portugal. D'autres signatures suivront. En résumé, ce qui est dénoncé :

- 1- Une méthode anti-démocratique :
- 2- Un fonctionnement toujours verrouillé :
- 3- Aucune alternative au néolibéralisme :
- 4- Des droits fondamentaux toujours restreints :
- 5- Un traité militariste et atlantiste :

Agenda d'Attac Béziers:

- samedi 10 novembre 2007 : Conférence Nationale des Comités Locaux

La prochaine CNCL d'Attac France se tiendra les 10 et 11 novembre 2007 en région parisienne.

- samedi 17 novembre : Conseil d'administration d'Attac France

le samedi 17 novembre 2007 de 09:30 à 18:30 - lieu : Montreuil. : la commission Méditerranée aux travaux de laquelle participe Attac Béziers, y fera une présentation de ses travaux.

- lundi 19 novembre : CA d'Attac Béziers :

l'adresse : 55 avenue Valentin Duc à Béziers

Se garer au parking du four à chaux (de la Plantade) remonter sur 200 mètres l'avenue Valentin Duc en direction du Pont vieux, c'est au premier portail métallique après le jardin de la Plantade

- jeudi 22 novembre : Café citoyen

18h 30 au Capharnarhum : les réfugiés climatiques

- samedi 8 décembre : Journée mondiale pour le climat

lieu : Partout dans le monde Cette journée précède de 2 jours le dixième anniversaire des accords de Kyoto, et trois semaines après la sortie de la synthèse du 4e rapport du GIEC.

- dimanche 9 décembre : Etats Généraux de l'eau

du dimanche 9 décembre 2007 au samedi 15 décembre 2007 - lieu : Toulouse

Appel pour des Etats généraux de l'eau et de l'assainissement du Grand Sud Ouest lancé par l'association toulousaine Eau Secours 31.

- samedi 26 janvier 2008 : APPEL à une journée mondiale de mobilisations et d'actions

le samedi 26 janvier 2008 - lieu : Partout dans le monde